

Le modèle politique burundais se situe à l'exact antipode du modèle rwandais, celui de « l'homme fort » de Kigali, le Général Paul Kagame, qui prétend imposer, depuis la conquête armée du pouvoir au Rwanda en 1994, la dictature de fait du FPR/APR, verrouillant toute la sphère sociale et politique du pays, et entend même dominer l'échiquier politique de la région des Grands lacs.

A cet égard, le Burundi subit de plus en plus les empiètements du leader du FPR/APR dont les groupes armés ou les milices proches n'hésitent pas à intervenir dans les pays voisins, dont la RDC, au nom de pseudo-impératifs de sécurité ou de dangers et de débordements de nature ethnique qu'ils sont prêts eux-mêmes à provoquer afin de justifier leurs agressions.

Quant au dossier litigieux des FDLR réfugiés au Kivu, les dirigeants FPR ne font guère preuve d'un peu de bonne volonté dans les procédures négociables de rapatriement volontaire et sûr (ces procédures n'intéressent pas que les FDLR mais d'autres groupes comme le R.N.C.). En définitive, ce dossier des FDLR reste un atout dans les mains de l'armée rwandaise pour maintenir son contrôle dans la colonisation larvée de la région et sur certains trafics précieux.

On comprend à ce point pourquoi l'épouse de Pierre Nkurunziza, engagée avec lui dans des croisades pour la paix, dénonce la cupidité « des riches qui s'enrichissent toujours davantage, en confisquant les biens des pauvres ». Cette dénonciation vise notamment les élites rwandaises devenues des puissances financières au plan mondial, grâce au chaos entretenu depuis plus d'un quart de siècle dans l'Est de la RDC et à l'accumulation des pillages des